

Mairie de Sainte-Colombe-sur-Gand
TRAVAUX DE DEMOLITION ET DE RECONSTRUCTION DU
PONT SUR LE REGNAND

**REGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)**

•

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Date de rendu des offres : 17 mai 2024 à 19H

Maître d'ouvrage : Mairie de Sainte-Colombe-sur-Gand • 32, place de la mairie, 42 540
Sainte-Colombe-sur-Gand

CSPS : en cours de désignation

Maître d'œuvre : Ginger CEBTP - Agence de Lyon

Sommaire

Article 1 - Objet et forme de la consultation

Article 2 - Conditions de la consultation

- 2.1 - Définition de la procédure
- 2.2 - Décomposition en tranches et en lots
- 2.3 - Nature de l'attributaire
- 2.4 - Variantes
- 2.5 - Durée du marché
- 2.6 - Modifications de détail au dossier de consultation
- 2.7 - Délai de validité des offres
- 2.8 - Sous-traitance

Article 3 – Dossier de consultation des entreprises

- 3.1 - Obtention du D.C.E
- 3.2 - Contenu du D.C.E

Article 4 - Présentation des offres

- 4.1 - Pièces relatives à la candidature, à fournir
- 4.2 - Composition de l'offre à remettre par les candidats
- 4.3 - Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Article 5 - Examen et jugement des offres

- 5.1 - Examen des offres et négociation
- 5.2 - Critères de jugement des offres

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise de l'offre

Article 7 – Renseignements complémentaires

Article 8 – Délais de recours

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage"

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des travaux de démolition et de reconstruction du pont sur le Regnard à Sainte-Colombe-sur-Gand.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Article 2 – Conditions de la consultation

2.1 - DEFINITION DE LA PROCEDURE

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie au Code de la Commande Publique, en particulier en son article L 2123-1 et suivants.

2.2 - DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHE

Le marché n'est pas alloti.

2.3 - NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE

Le marché sera conclu soit avec un entrepreneur unique, soit avec des entrepreneurs groupés solidaires avec désignation d'un mandataire.

2.4 - VARIANTES

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 – DUREE DU MARCHE

Le délai du marché est fixé à 3 mois, y compris 1 mois de période de préparation.
Démarrage prévisionnel de la période de préparation : mi-juin 2024.

2.6 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est

reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.8 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement par le maître d'ouvrage ou son représentant.

2.8-VISITE DES LIEUX

Les candidats peuvent visiter librement les lieux concernés par cette prestation.

ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1 - OBTENTION DU D.C.E

La publicité a été mise en ligne via la plateforme de dématérialisation : <http://www.loire.fr/e-marchespublics>

Le dossier électronique y est téléchargeable.

3.2 - CONTENU DU D.C.E

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'Acte d'Engagement (A.E.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) à accepter sans modification
- Le présent Règlement de la Consultation (R.C.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) à accepter sans modification
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) à compléter ainsi que le Bordereau des Prix Unitaires qui détaille le contenu de chaque prix
- Le dossier de plans
- Le Dossier Loi sur l'Eau

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).

4.1 - *PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE, A FOURNIR PAR LE CANDIDAT A L'APPUI DE SON OFFRE*

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :
Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Ces informations sont en principes contenues dans le cadre de la procédure de dématérialisation de la commande publique.

Par ailleurs le candidat devra fournir des justificatifs relatifs au qualification(s) demandée(s) ou équivalents :

- QUALIBAT 1112 – Démolition – Déconstruction (technicité confirmée)
- QUALIBAT 1302 – Travaux d'enrochement
- QUALIBAT 2111 – Maçonnerie et ouvrages en béton armé (technicité courante)
- QUALIBAT 2241 – Fourniture et pose d'éléments en béton armé et béton précontraint (technique courante)
- QUALIBAT 3211 – Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité courante)
- FNTF 113 – Ouvrages de technicité courante

4.2 - COMPOSITION DE L'OFFRE A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

Le dossier à remettre par chaque candidat pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

- **L'Acte d'Engagement** : à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entrepreneur.
- Le **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)**, à compléter sans modification des quantités.
- Le **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)**, à compléter.
- Le **mémoire technique**, à produire
- La réponse à l'appel à concurrence entend **l'approbation des règles administratives et techniques** définies par le maître d'ouvrage pour les documents du marché (CCAP et CCTP).
- **Les justificatifs des qualifications listées à l'article précédent ou équivalents.**

Au projet de marché sera joint le **mémoire technique** justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

- Une note d'organisation générale des études et des travaux, précisant les moyens humains et matériel affectés au projet en permanence, et la méthodologie précisant la préparation et l'exécution du chantier en concertation avec la commune, dans le respect des règles de l'art ;
- Le planning prévisionnel exprimé en **jours calendaires** établi sur la base des récapitulatifs des quantités et des descriptions des travaux ;
- Les références sur des travaux de même type de moins de 3 ans et éléments permettant d'apprécier la qualification du personnel de l'entreprise.

Le mémoire précisera aussi :

- ✓ Les indications concernant la **provenance des principales fournitures et matériaux**, les références des fournisseurs correspondants.
- ✓ **Les modes et procédures d'exécution** pour les principaux travaux à la charge de l'entrepreneur. Il détaillera les phasages d'exécution envisagés, les engins employés, et les contraintes particulières d'exécution.
- ✓ **Les modalités de contrôle** (internes et extérieurs) prévues pour l'ensemble des opérations réalisées (personnes responsables des opérations de contrôle interne, moyens consacrés, fréquence...).
- ✓ **Une note détaillée sur la gestion des emprises sur le site**, traitant notamment des contraintes d'approvisionnement, de stockage et de circulation.
- ✓ Une note environnementale mentionnant les actions et moyens mis en œuvre pour protéger le milieu durant les travaux, notamment durant les phases critiques (démolition, bétonnage, ...). Cette note explicitera également les mesures prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de **l'élimination des déchets du chantier**.
- ✓ Les **CV du personnel d'encadrement** qui sera affecté au chantier.

Certaines de ces réponses pourront, le cas échéant, être rendues contractuelles à l'occasion de la mise au point du marché.

4.3 - DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT SUSCEPTIBLE D'ETRE RETENU

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, les pièces permettant d'attester de la régularité fiscale et sociale de l'entreprise seront incluses dans le dépôt de l'offre.

ARTICLE 5 - EXAMEN ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En application de l'article Article R2152-4 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire devra justifier le prix ou les coûts proposés dans son offre lorsque celle-ci semble anormalement basse, y compris pour la part du marché public qu'il envisage de sous-traiter.

A la suite de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur peut engager des négociations. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Au terme de ces négociations, après classement des offres au regard de l'offre économiquement la plus avantageuse, le marché est attribué.

A tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats ayant participé à la procédure en seront informés.

5.2 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Pondération	Critère
50 points	Prix des prestations établis sur les quantités estimatives fournies
50 points	Valeur technique des offres : <ul style="list-style-type: none">- Organisation générale des études et des travaux, moyens humains et matériel dédiés à l'opération, méthodologie de réalisation des travaux (en particulier sur la partie environnementale) : 25 points- Planning prévisionnel et méthodologie associée : 10 points- Qualification du personnel de l'entreprise et références sur des travaux de même type de moins de 3 ans : 15 points.

Notation du critère prix :

L'offre la plus basse, si elle n'est pas déclarée anormalement basse par le pouvoir adjudicateur, se voit attribuer la note de 50.

Les autres offres sont notées proportionnellement selon la formule suivante :

$$\text{Note} = 50 \times (\mathbf{O_{min}} / \mathbf{O_c})$$

Avec **Oc**, le prix de l'offre analysée **Omin**, le prix de l'offre la plus basse.

Omin s'entend hors offre irrégulière ou inappropriée ou inacceptable et hors offre confirmée anormalement basse.

La note sera arrondie au centième supérieur.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

L'offre sera établie en euros. Elle sera transmise via le profil acheteur sur <http://www.loire.fr/e-marchespublics>

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis par tout autre moyen, ne seront pas retenus.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements d'ordre administratif peuvent être demandés auprès du secrétariat de mairie.

Mairie - 32, place de la mairie – 40 540 SAINTE COLOMBE SUR GAND

Tél : 04 77 63 21 71 - colombe-sur-gand@wanadoo.fr

Concernant les renseignements d'ordre technique, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur <http://www.loire.fr/e-marchespublics>.

Une réponse sera alors adressée au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

En cas de report de la date limite fixée pour la remise des offres en cours de consultation, les dispositions précédentes seront applicables en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 8 : INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tout concurrent évincé de la conclusion du contrat peut former un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat (dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées). A partir de la conclusion du contrat le concurrent évincé n'est plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Lyon
184, rue Duguesclin
69 433 LYON cedex 3
Téléphone : 04 87 63 50 00
E-mail : greffe.ta-lyon@juradm.fr